



APPEL POUR DES ASSISES DE DÉFENSE, DE DÉVELOPPEMENT ET DE DÉMOCRATISATION DES SERVICES PUBLICS

Les services publics, sont dénigrés: ils coûteraient cher, seraient inefficaces, les agents seraient trop nombreux et privilégiés...

Cette propagande n'a qu'un but: faciliter, malgré les contestations, l'entrée de ces secteurs dans la sphère marchande au seul profit des milieux financiers via les législations nationales, les directives européennes et les accords internationaux (en cours: quatrième paquet ferroviaire, traité transatlantique, Accord sur le Commerce des Services...).

Pourtant les privatisations, les démantèlements, la gestion « rentable » ont fait la preuve de leur inefficacité: augmentation et illisibilité des tarifs (SNCF, téléphonie...), baisse de la qualité des services (Poste, Pôle emploi...) jusqu'à celle tragique de la sécurité (hôpitaux, transports...), gabegie financière (Partenariats Publics-Privé, braderie de notre patrimoine, externalisation ...).

Pourtant dans une société fragilisée par la crise mais en mutation rapide, les besoins en services publics sont plus importants.

A tous les âges et dans tous les domaines de la vie, le besoin du collectif, de la solidarité grandit.

Pourtant les services publics et la protection sociale solidaire ont joué un rôle d'amortisseurs de la crise en 2008.

Et pour cause ! Les services publics, vecteurs d'égalité, sont fondamentaux pour :

- l'accès effectif aux droits, la mise en œuvre des solidarités, la mise en commun et la répartition des richesses,
- toute politique voulant faire prévaloir l'intérêt général aux intérêts particuliers, l'égalité des femmes et des hommes, l'Humain à la finance ;
- l'aménagement du territoire et la transition écologique.

Les services publics sont donc indispensables à toute alternative à l'austérité. Ils sont créateurs de richesse. Locaux ou nationaux, ils ne doivent pas devenir les variables d'ajustement de la recherche de profit comme l'induisent les réformes successives dont la réforme territoriale.

Aussi, nous, citoyen-ne-s, élu-e-s, salarié-e-s, usagers-ères,

Organisations syndicales, associatives et politiques, collectifs et coordinations,

Appelons et nous engageons à faire converger nos exigences et nos luttes pour la défense, le développement et la démocratisation des services publics,

Appelons et nous engageons à constituer des collectifs locaux à les dynamiser et les développer, pour débattre et lutter afin de faire vivre nos services publics dans nos territoires.

PROPOSITION DE FEUILLE DE ROUTE

soumise au débat des collectifs, coordinations et organisations :

L'apport de collectifs locaux qui luttent et débattent pour faire vivre les services publics dans les territoires est indispensable.

Ensemble nous montrerons que **le service public est une idée bien plus moderne que la recherche de profit financier**. La conférence-débat de la Convergence du 16 mai 2014 a décidé de **la tenue d'assises pour les services publics qui seront lancées par une manifestation nationale les 13 et 14 juin à Guéret** et a ciblé comme **axes de réflexion** :

- les évolutions induites par les politiques d'austérité et leurs conséquences sur les niveaux et les modes de gestion, ainsi que sur la vie quotidienne des uns et des autres
- le rôle de l'Etat, en articulation avec celui des collectivités territoriales et de l'Europe
- le financement des services publics (réforme fiscale, péréquations...)
- les nouvelles formes de démocratie à trouver et mettre en place
- la nécessité de mener une bataille idéologique (arguments sur l'efficacité du service public, déconstruction de ceux sur le déficit public et le coût des services et des emplois publics), de communication (discours parlant à une nouvelle génération n'ayant pas connus les « vrais » services publics de réseaux, faire mieux connaître les réussites et les luttes et enjeux en cours, information sur les différents traités...)
- l'impulsion de nouvelles formes d'action, les modalités de leur convergence, y compris au niveau européen.

Nous proposons donc de **mettre en perspective la rédaction d'un nouveau Manifeste pour les services publics du XXIème siècle**. Nous ne partons pas de rien : notre manifeste du 10 juin 2007 pour les services publics pourrait servir de base à ce travail. Il est nécessaire de tenir compte de l'impact des politiques d'austérité, et d'aller plus loin et **plus concrètement dans l'élaboration de propositions alternatives visant à mettre les finances au service de la satisfaction des besoins de toutes et tous et d'une nouvelle logique de développement**.

Organisations, collectifs et coordinations qui ont annoncé être partie prenante des assises :

Confédération CGT, FSU, Union Syndicale Solidaires, Confédération paysanne, Fédération Autonome de la Fonction Publique Territoriale, UGFF-CGT, Fédération des Services Publics-CGT, FNME-CGT, Fédération CGT Equipement-Environnement, SYAC CGT, CGT Banque de France, FERC-CGT, Fédération CGT des Cheminots, SNA Concurrence Consommation Répression des Fraudes CGT, Syndicat CGT des Finances Publiques, l'Union Fédérale des retraités de la Police nationale CGT, Sud PTT, Sud Rail, Sud-Santé Sociaux, Sud-Santé Solidaires APHP, Solidaires Finances publiques, Sud Collectivités territoriales, Solidaires Douanes, CGT Lille et environs, Sud éducation Limousin, Convergence des Hôpitaux en Lutte contre l'Hôstérité, Coordination Eau Bien Commun France, Coordination Nationale des Comités de défense des Hôpitaux et Maternités de Proximité, Convergence nationale Rail, Collectif « La santé n'est pas une marchandise », Coordination Eau IDF, Coordination nationale des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception, Fondation France-Libertés, Le Planning Familial, Association d'usagers pour la Défense du Service Public du pays de Luçon, Association de défense des Services Publics et de leurs usagers-Hautes-Alpes, Collectif 37 notre santé en danger, Collectif des résistances en Comminges, Collectif nantais pour le droit à la santé et à la protection sociale pour toutes et tous, Collectif de défense et de développement des services publics (CDDSP) de l'Ardèche, CDDSP Combrailles, CDDSP Corrèze, CDDSP Creuse, CDDSP Hautes Pyrénées, Comité de vigilance pour le maintien des services publics de proximité Lure-Luxeuil (Haute-Saône), Comité Pluraliste de Défense et de Promotion de la ligne SNCF-Béziers-Clermont, comité citoyen de vigilance des services publics Romorantinois, Convergence Services Publics d'Indre et Loire, Mouvement de sauvegarde, de promotion et de démocratisation des services publics en sud gironde, Vivent les services publics Bouches-du-Rhône, Collectif Alternative A l'Austérité, l'Appel des Appels, ATTAC, AITEC, CNAFAL, les Economistes Atterrés, Droit au Logement, Fondation Copernic, Association Pour une Nouvelle Constituante, Réseau Éducation populaire, Résistance Sociale, UFAL, Union nationale des retraités et des personnes âgées, ANECR, Cap à Gauche en Corrèze, Démocratie et Socialisme, Gauche Avenir, Maintenant la Gauche, Ensemble!, EELV, Gauche Unitaire, Jeunes Ecologistes, Mouvement Jeunes Communistes de France, NPA, PCF, PCOF, PG, Parti de la Gauche Européenne, République et Socialisme...

Liste des premiers signataires :

Roderic AARSSE (maire-adjt Malakoff, Conseiller comm.), Etienne ADAM (Sud Santé, Caen), Fatah AGGOUNE (maire-adjt Gentilly), Michel ANGOT (FSU), Michel ANTONY (prdt d'honneur CN hôpitaux et mater. de prox. , Comité de Lure), Geneviève AZAM (porte-parole d'ATTAC), Marinette BACHE (Conseillère de Paris, prdte de RESO), Nicolas BAILLE (SG de la FD CGT Equipement-environnement), Catherine BASSANI-PILLOT (conseillère municipale de Nantes, prdte de l'Entente pour le Développement de l'Erdre Navigable et Naturelle), Guy BATIOOT (conseiller municipal de La Roche-sur-Yon), Hervé BASIRE (SG de la FERC-CGT), Marie-France BEAUFILS (sénatrice-Maire de Saint-Pierre-des -Corps), Fabienne BELLIN (FSU), Lela BENCHARIF (vice-prdte EELV région Rhône-Alpes), Gérard BERTHIOT (Vice-prdt PS région Champagne Ardenne, D&S), Eric BEYNEL (Co-délégué général de Solidaires), Pierrette BIDON (EELV Creuse), Joël BLANCHARD (conseiller municipal d'Aizenay), Michel BOCK (conseiller régional IDF), Philippe BOCQ (co SG Solidaires douanes), Jean-Marie BONNEMAYRE (prdt du CNAFAL), Anne BONNERAT (ATTAC Creuse), Nathalie BONNET (Secrétaire fédérale de SUD Rail), Anne-Marie BOUDOU (Conseillère régionale Bretagne), Jean-Louis BOUILLET (2C2A – Cercle Citoyen Antilibéral Altermondialiste -, Creuse), Michel BOURGAIN (maire de l'Ile-Saint-Denis, vice-prdt de l'assoc. des maires de France), Jacques BOUTAULT (bureau exécutif EELV), Philippe BREUIL (conseiller général Creuse), Benoit BRULIN (conseiller municipal de Javerdat), Marie-Claire CAILLETAUD (FNME-CGT), Aymard de CAMARET (ATTAC PARIS-IDF), Jean-Marc CANON (Secrétaire général UGFF-CGT), Fanélie CARREY-CONTE (députée PS), Françoise CASTEX (ancienne prdte intergroupe services publics Parlement européen), Julie CAUPENNE (SG Appel des Appels), Philippe CESBRON (maire de Rablay-sur-Layon), Jean-Claude CHAILLEY (SG RESO), Jean-François CHALOT (SG CNAFAL), Agnès CHARAIX-PY (EELV, Conseillère municipale et communautaire de Nîmes), André CHASSAIGNE (député du Puy-de-Dôme , Président des Députés du FDG et du groupe de la Gauche Démocrate et Républicaine à l'Ass. Nat.), Laura CHATEL (secrétaire fédérale Jeunes Ecologistes), Jean COMBASTEIL (Porte-parole de Cap à Gauche 19), Eric COQUEREL (SN du Parti de gauche), Alexis CORBIERE (SN du Parti de Gauche), Fabien COSTE (secrétaire dptal PCF 37), Pierre COURSSALIES (Sociologue, FSU, Montreuil), Yann COURTET (vice-prdt ADSP au pays de Luçon), Cécile CUKIERMAN (Sénatrice de la Loire), Francine DAERDEN (adjte au maire de Briançon), Philippe DAMOISEAU (Secrétaire féd. De SUD Collectivités territoriales), Claude DEBONS (Gauche Avenir), Bernard DEFAIX (secrétaire Convergence nationale SP), Gilles DEGUET (vice-prdt de la région Centre EELV), Jean-Claude DELANOUE (Rencontre du Service Public Romorantin), Christophe DELECOURT (SN UGFF-CGT), Patrick DELFOSSE (Prdt CNR), Évelyne DELUZE (présidente ADSP pays de Luçon), Brigitte DEL PERUGIA (conseillère municipale de Hyères), Evelyne DELUZE (secrétaire CN hôpitaux et mater. de prox.), Hélène DERRIEN (vice-prdte CN hôpitaux et mater. de prox.), Daniel DEXET (conseiller général Creuse), Farid DJABALI (Conseiller municipal Mitry-Mory), Jean-Michel DREVON (Institut de recherche FSU, Le Mans), Vincent DREZET (SG de Solidaires Finances publiques), Christophe DUMONT (conseiller régional Champagne -Ardennes), Denis DURAND (CGT Banque de France), Denis DURAND (Maire de Bengy sur Craon), Georges DUSSERT (resp. CDDSP Hautes-Pyrénées), Michelle ERNIS (FSU, conseillère municipale St-Etienne-du-Rouvray), Jean-Baptiste EYRAUD (porte-parole DAL), Jean-Laurent FELIZIA (secrétaire dptal EELV du VAR), Muriel FILIPPI (SG deSYAC CGT), Gérard FILOCHE (fondateur D&S, bureau national PS), Jean-Pierre FOURRÉ (porte-parole R&S), Nicolas GALEPIDES (SG SUD PTT), Michel GALIN (FSU IDF), Marie-Laure GARRIGADE (SN du Parti de Gauche), Christian GAUDRAY (Prdt UFAL), David GIPOULOU (PG Creuse), Jean GIRARD (Resp. Comité de défense hôpital Marie-Galante), Jérôme GLEIZES (Conseiller de Paris EELV), Jean-Marie GOATER (adjt EELV au maire de Rennes), Cécile GONDARD-LALANNE (Co-déléguée générale de Solidaires), Bernadette GROISON (SG de la FSU), Geneviève GUIBERT (resp. collectif Notre santé en Danger 37), Jeannette HABEL (co-prdte Fondation Copernic), Patrick HALLINGER (Resp. Convergence 37), Delphine HELLE (élue municipale Saint-Denis), Louis IORIO (resp. VSP 13), François JACQUARD (conseiller régional Rhône-Alpes), Michel JALLAMION (prdt Convergence nationale SP), Yves JARDIN (Prdt du Comité des usagers de l'Hôpital de Douarnenez, vice-prdt coord. Comités de défense et mater. de prox.), Raoul Marc JENNAR (essayiste), Raymond JOANNESSE (vice-prdt région Champagne- Ardennes), Jacques JOSELON (maire-adjt Chambray-les-Tours), Pierre KHALFA (co-prdt Fondation Copernic), Jean LAFON (conseiller régional IDF EELV), Annie LAHMER (Co-secrétaire EELV IDF), Elie LAMBERT (co SG Solidaires Douanes), Pierre LARROUTUROU (co-fondateur Nouvelle Donne), Mourad LAOUES (conseiller municipal EELV Chalons-sur-Saône), Didier LASSAUZAY (resp. services publics D&S), Joël LAINÉ (maire de St-Hilaire-la-plaine en Creuse), Pierre LAURENT (Secrétaire National du PCF), Bertrand LAVIGNE (resp. Comité hôpital des Sables d'Olonne), Gilles LEPROUST (Maire D'Allonnes 72), Didier Le RESTE (syndicaliste cheminot, animateur CNR), Liêm HOANG NGOC (ancien député européen, bureau national du PS, resp. des Socialistes affligés), Bernard LIGER (Prdt ADSP et de leurs usagers, Htes-Alpes), Marie-Noëlle LIENEMANN (sénatrice PS, ancienne ministre), Joseph MAATOUK (resp. comité hôpital Aubenas), Jean-Claude MAMET (syndicaliste poste, élu municipal Romainville), Marc MANGENOT (économiste-sociologue), Georges MARTEL (Cap à Gauche 19), Michel MARTET (syndicaliste collectivité territoriale parisienne), Myriam MARTIN (porte-parole Ensemble), Isabelle MATHURIN (Conseil national PCF), Gus MASSIAH (co-fondateur AITEC, conseil scientifique d'Attac, Conseil international du FSM), Emmanuel MAUREL (Animateur Maintenant La Gauche, Bureau national PS, vice-prdt Conseil régional IDF), Patrice MOINGEON (Collectif Ensemble Ardèche), Brigitte MONNET (maire de Vincelle, conseillère régionale Franche-Comté), Marie-Christine NADEAU (FNME-CGT), François NAY (Prdt CN hôpitaux et mater. de prox.), Lucas NEDELEC (secrétaire féd. Jeunes Ecologistes), Richard NEUVILLE (CDDSP Ardèche), Évelyne NGÔ (SN de Solidaires), Christian N'GUYEN (NPA Creuse), Dominique NORMAND (conseillère régionale Limousin, EELV), Jean-Claude OLIVA (secrétaire coord eau IDF), Emmanuel PAILLUSSON (SG Solidaires CCRF & SCL), Franck PALLIER (militant associatif Ardèche), Jean-Jacques PARIS (SG ANECR), Jean-François PÉLISSIER (Conseiller régional IDF, porte-parole Ensemble), Bruno PERCEBOIS (médecin PMI, Sud Santé Seine Saint Denis), Annie PETIT (SN UNRPA), Christian PIQUET (Conseiller régional Pyrénées, porte-parole GU), Mireille et Jean-Pierre PONTON (asso. des usagers de l'hôpital d'Aubenas), Jean-Louis PUYDEBOIS (secrétaire FSU 19), Anne QUERRIEN (sociologue et urbaniste, Aitec), Paul QUILES (Maire de Cordes-sur-Ciel, ancien ministre PS), Joël RATHONIE (Nouvelle Donne), Marcelle REMERAND (MRC37), Marie-Claude RIPERT (PCF Balaruc-les-Bains), Danielle ROLLAT (Vice-prdte UNRPA), Raphaël ROMI (professeur de droit à l'université de Nantes, conseiller municipal de Clisson), Evelyne ROSSIGNOL (resp. du syndicat CGT du conseil général37), Rose-Mary ROUSSEAU (resp. USAP-CGT), Michel ROUYER (prdt du groupe des élus Palaiseau Terre Citoyenne), Daniel SARIO (militant services publics bassin de Thau), Luc SCHAFFAUSER (porte-parole R&S, syndicaliste organismes sociaux), Marie-Cécile SEIGLE-VATTE (conseillère municipale EELV d'Agassac), Cécile SILHOUETTE (EAN d'Ensemble), Sylvain De SMET (conseiller régional IDF EELV), Djamila SONZOGNI (conseillère régionale Alsace), Jean-Claude SOTTIL (Secrétaire national SNUITAM-FSU), Jean-Marc SOUBESTE (maire-adjoint EELV de La Rochelle), Robert SPIZZICHINO (co-animateur FdG thématique Ville-habitat-solidarités), Baptiste TALBOT (Secrétaire général Fédération Services Publics CGT), Jean-Claude TALLARON (resp. CDDSP Ardèche), Marie-Claire THOMAS (vice-prdte Communauté de communes du pays de Lure), Denis THOMAS (FSU), Marie-Pierre TOUBHANS (porte-parole Ensemble), Denis TURBET-DELOF (secrétaire national, délégué général FP de l'Union syndicale Solidaires), Alain VACHER (Conseiller général PCF Corrèze), Janine VAUX (syndicaliste, CDDSP 19), Marie-Christine VERGIAT (députée européenne FdG), Jean VIGNES (SG Sud Santé Sociaux), Olivier YOUINOU (SG adjoint SUD-santé-Solidaires AHP),...

Vive le Service Public !



Rejoignez-nous, signez l'appel!

Par internet : www.convergence-sp.org

Par courriel : convergenceservicespublics@gmail.com

Par téléphone : 07 81 58 32 16

Par courrier : bulletin réponse ci-dessous

Nom et Prénom : Ville : département :

courriel : téléphone :

Responsabilité(s)/mandat(s)/Profession :

souhaite : signer l'appel pour les assises des services publics et être tenu informé des initiatives

à titre individuel au nom de mon organisation :

participer au développement et/ou à la création de collectifs dans mon département ou ma ville.

apporter ma contribution financière à la réussite des assise :€

(chèque à l'ordre de « Convergence Services Publics »)

Signature :

A retourner à :

Convergence des services publics, Hôtel de Ville, Esplanade François Mitterrand, 23 000 Guéret.